



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 février 2010  
Français  
Original : anglais

## Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

### Bermudes

#### Document de travail établi par le Secrétariat

### Table des matières

	<i>Page</i>
I. Généralités . . . . .	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques . . . . .	4
III. Budget . . . . .	5
IV. Situation économique . . . . .	6
A. Généralités . . . . .	6
B. Services financiers . . . . .	6
C. Tourisme . . . . .	7
D. Bâtiment . . . . .	8
E. Transports et communications . . . . .	9
V. Situation sociale . . . . .	9
A. Généralités . . . . .	9
B. Emploi . . . . .	10
C. Enseignement . . . . .	10
D. Santé . . . . .	11
E. Droits de l'homme et questions connexes . . . . .	12
F. Criminalité . . . . .	13
G. Environnement . . . . .	14



VI.	Questions militaires.....	14
VII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux .....	15
VIII.	Statut futur du territoire .....	15
	A. Position du gouvernement du territoire.....	15
	B. Position de la Puissance administrante .....	15
	C. Mesures prises par l'Assemblée générale .....	16

## I. Généralités

1. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elles sont situées dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres environ à l'est des côtes du continent le plus proche, celles de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire s'étend sur une superficie totale de 57 kilomètres carrés et se compose de 8 îles principales et de 130 autres îles de plus petite taille. Great Island, aussi appelée Main Island, est la plus grande. Hamilton, la capitale, et St. George sont les deux villes les plus importantes.

2. Découvertes par le navigateur espagnol Juan de Bermúdez en 1505, les Bermudes sont restées inhabitées jusqu'à ce qu'un groupe de colons anglais s'y installe en 1609; l'année suivante, les premiers esclaves y furent amenés pour travailler la terre ou pêcher des perles. Les îles ont d'abord été régies par la charte de la Compagnie de Virginie et des compagnies qui lui ont succédé, avant de devenir en 1684 une colonie de la Couronne britannique. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle constitution.

3. L'année 2009 a marqué le quatre centième anniversaire du peuplement continu des Bermudes. Pour célébrer cet événement, le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale a créé en octobre 2009 un fonds du patrimoine culturel doté d'un capital de démarrage de 100 000 dollars. Selon la Ministre des finances, ce fonds est destiné à promouvoir, transformer et préserver l'art et la culture des Bermudes en soutenant des initiatives culturelles d'envergure nationale<sup>1</sup>. Le financement de cette initiative est le fait d'un partenariat noué entre le gouvernement bermudien et des contributeurs privés. Pour l'exercice budgétaire 2009/10, le gouvernement a prévu une contribution maximale de 2 millions de dollars afin d'égaliser le montant consenti par le secteur privé. La population a réagi de façon enthousiaste au projet et soumis de nombreuses propositions avant la date limite fixée au 9 novembre 2009. Toutes ces propositions ont été reçues et examinées et le Ministre de la culture et de la réinsertion sociale devait rendre ses décisions finales et annoncer la liste des lauréats au début de 2010<sup>1</sup>.

4. En 2008, la population des Bermudes était estimée à 64 209 personnes, contre 62 059 dénombrées lors du recensement de 2000. Selon ce recensement, la population était composée à 55 % de Noirs et à 34 % de Blancs, les 11 % restants étant composés de personnes d'appartenance ethnique mixte ou autre. Le taux de croissance annuel moyen entre 1991 et 2000 a été de 0,66 %. En 2009, la population de l'archipel était estimée à 64 395 habitants<sup>1</sup>.

5. Le fondement de la relation entre le Gouvernement britannique et ses territoires non autonomes est fixé dans un Livre blanc intitulé « Partnership for Progress and Prosperity: Britain and the Overseas Territories » (« Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer »), publié

---

*Note* : Les informations figurant dans le présent document proviennent de diverses publications, y compris celles du gouvernement du territoire, et de renseignements communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

<sup>1</sup> Information transmise par la Puissance administrante, 29 décembre 2009.

en mars 1999 (Voir A/AC.109/1999/1 et Corr.1, annexe). La loi sur les territoires d'outre-mer de 2002 a accordé le droit à la citoyenneté britannique aux « citoyens des territoires britanniques d'outre-mer ».

## II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

6. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée en 1973, 1979, 1989, 2001 et 2003. Le Gouverneur (et commandant en chef) est nommé par le Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre du territoire. Il est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Le Gouverneur actuel, Sir Richard Gozney, a pris ses fonctions en décembre 2007.

7. Le territoire a un régime parlementaire. Le gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé d'une assemblée de 36 membres élus au scrutin direct pour un mandat de cinq ans et d'un sénat de 11 membres désignés de la façon suivante : le Gouverneur nomme cinq membres sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois à sa discrétion. Il désigne en tant que Premier Ministre le membre de l'Assemblée qui lui semble avoir les meilleures chances d'être investi de la confiance de la majorité des autres membres. Le Premier Ministre préside un cabinet comprenant au maximum 14 membres du Parlement.

8. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement et ses membres ne sont pas élus mais nommés sur avis du *Chief Justice*. Il existe trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la cour d'appel.

9. Au fil des ans, deux partis politiques officiels ont dominé la scène politique du territoire : le Parti travailliste progressiste (Progressive Labour Party, PLP), créé en 1963 par la majorité noire, et le Parti des Bermudes Unies (United Bermuda Party, UBP), créé en 1964, en majorité par la population blanche. En septembre 2009, six membres de l'UBP, dont trois membres de l'Assemblée, un sénateur et le Président du parti, ont démissionné au motif qu'ils avaient en vain prôné le changement au sein du parti depuis les élections générales de 2007<sup>2</sup>. Ils ont créé un nouveau parti, l'Alliance démocratique des Bermudes (Bermuda Democratic Alliance, BDA).

10. Les élections générales doivent être organisées tous les cinq ans. Lors des élections de 1998, le PLP a devancé l'UBP et accédé pour la première fois au pouvoir depuis la création du système des partis, 30 ans plus tôt, en 1968. Le PLP a obtenu un deuxième mandat de cinq ans en 2003. L'actuel Premier Ministre, Ewart Brown, est entré en fonctions le 30 octobre 2006, après avoir été élu Chef du PLP, et a été réélu lors des dernières élections générales tenues le 18 décembre 2007, le PLP ayant à cette occasion conservé la majorité en obtenant 22 sièges sur 36 à l'Assemblée.

11. Pour pouvoir voter lors des élections et des référendums, il faut avoir 18 ans révolus et être bermudien de naissance ou par naturalisation, ou être établi de longue

---

<sup>2</sup> Voir « Bermuda's opposition future doubtful », *BBC Caribbean*, 15 septembre 2009.

date aux Bermudes, citoyen du Commonwealth britannique et inscrit sur les listes électorales chaque année depuis 1979.

12. Un référendum sur l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation n'a pas dépassé 58,8 % – un niveau assez faible pour les Bermudes – et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance. Le parti d'opposition de l'époque avait organisé un boycottage du référendum parmi les partisans de l'indépendance, au motif que la question méritait d'être tranchée par des élections générales.

13. La question de l'indépendance, si elle a toujours été importante, n'a pas dominé la scène politique récente aux Bermudes comme elle le fit parfois jadis. Un sondage réalisé par une société privée au début du mois de janvier 2010 a révélé que 74 % des habitants ne souhaitaient pas rompre les liens unissant les Bermudes au Royaume-Uni, contre 63 % lors d'un sondage réalisé en 2007, tandis que 20 % étaient en faveur de la rupture et 6 % demeuraient sans opinion (contre 25 % et 12 % respectivement lors du précédent sondage)<sup>3</sup>.

14. Dans son rapport d'août 2005<sup>4</sup>, la Commission pour l'indépendance des Bermudes a noté que la question des relations interraciales et toutes les considérations qui en découlaient étaient un trait permanent, bien que rarement reconnu, du paysage politique, économique et social des Bermudes. Comme indiqué précédemment, les divisions raciales aux Bermudes ont été largement exploitées par les partisans et les détracteurs de l'indépendance, notamment dans le débat sur le choix du mode de consultation.

15. Le PLP au pouvoir voudrait que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection, tandis que l'UBP, qui est dans l'opposition, préfère le recours à un référendum. À cet égard, la Commission pour l'indépendance des Bermudes a conclu qu'il incombait aux deux partis politiques de faire connaître les mérites respectifs de chaque méthode.

16. Le Conseil consultatif des territoires d'outre-mer a tenu sa onzième réunion à Londres le 9 décembre 2009. Cette année, selon la Puissance administrante, un forum a été organisé la veille, le 8 décembre, à la demande des dirigeants ultramarins, afin d'examiner le Livre blanc mentionné ci-dessus et intitulé « Partenariat pour le progrès et la prospérité », qui établit les principes régissant les relations entre le Royaume-Uni et les territoires depuis sa parution en 1999. Le forum a constitué la première étape d'un processus consultatif sur l'avenir de cette relation. Lors de la réunion du Conseil consultatif, le Royaume-Uni et les territoires non autonomes représentés, dont les Bermudes, sont notamment convenus de poursuivre leurs discussions sur la relation entre la métropole et les territoires d'outre-mer.

### III. Budget

17. Aux Bermudes, l'exercice budgétaire commence au mois d'avril. Le budget prévu pour 2009/10 est le même que pour l'exercice précédent, soit 1,1 milliard de dollars. Le document présentant le budget national pour 2010/11 n'était pas encore

<sup>3</sup> Voir « Opposition to cutting ties with Britain grows », *Carribbean Daily News*, 27 janvier 2010.

<sup>4</sup> Voir le « Rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes », août 2005.

disponible lors de la rédaction du présent rapport et devait paraître un peu plus tard que de coutume, du fait de la situation économique, afin d'accroître la marge de manœuvre du gouvernement<sup>5</sup>.

18. Le Gouverneur, lors de son traditionnel « discours du Trône », prononcé le 6 novembre 2009, a noté l'habileté avec laquelle le gouvernement avait géré l'impact de la situation économique mondiale sur l'archipel.

## **IV. Situation économique**

### **A. Généralités**

19. La devise officielle est le dollar des Bermudes, qui est indexé sur le dollar des États-Unis à parité.

20. L'économie des Bermudes repose toujours principalement sur les services financiers internationaux et le tourisme. Un certain nombre de sociétés de réassurance se sont installées dans l'archipel après les attentats terroristes de septembre 2001, puis après le passage de l'ouragan Katrina en août 2005, contribuant ainsi à l'expansion d'une activité financière internationale déjà solide. La plupart des biens d'équipement et des denrées alimentaires doivent être importés. Si le secteur du bâtiment demeure important, le secteur industriel bermudien dans son ensemble est peu développé, de même que le secteur agricole, car 20 % seulement des terres sont arables<sup>6</sup>.

21. Le ralentissement économique mondial a affecté les Bermudes et les premières estimations révèlent que le déficit budgétaire s'est creusé, car les recettes n'ont pas atteint les objectifs fixés et les dépenses d'équipement ont accru les dépenses globales. En novembre 2009, il a été annoncé que les recettes du gouvernement au premier trimestre (entre avril et juin 2009) avaient été inférieures de 8 % à ses prévisions, d'où un manque à gagner de l'ordre de 20 millions de dollars. Si les dépenses publiques semblent avoir été conformes aux prévisions au cours de cette période, la baisse des recettes a incité le gouvernement à procéder à des coupes budgétaires, en visant notamment des économies de 20 % sur le budget en cours et en gelant le recrutement d'agents de la fonction publique, afin de préserver le niveau des dépenses sociales et des dépenses d'équipements pour le reste de l'exercice<sup>7</sup>.

### **B. Services financiers**

22. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. Il n'existe pas de banque centrale

---

<sup>5</sup> Voir Sam Strangeways, « More manoeuvrability' given as explanation for later budget date », *Royal Gazette*, 30 janvier 2010.

<sup>6</sup> Voir *The World Factbook*, Central Intelligence Agency, disponible sur le site : <https://www.cia.gov> (consulté le 15 février 2010).

<sup>7</sup> Voir Economist Intelligence Unit, Rapport de pays sur les Bermudes, janvier 2010, disponible sur le site : [www.eiu.com](http://www.eiu.com).

sur le territoire. L'activité des banques et des sociétés fiduciaires est régie par la Bermuda Monetary Authority (Autorité monétaire des Bermudes).

23. En août 2009, le gouvernement bermudien a adopté une série d'amendements législatifs visant à améliorer l'efficacité du commerce international sur le territoire. Depuis plusieurs années, ce sont les entreprises internationales qui créent le plus d'emplois, et ce dans tous les secteurs de l'économie. Il s'est toutefois créé peu d'emplois en 2008 et l'on s'attend à ce que cette tendance se confirme en 2009. Selon toute probabilité, les entreprises internationales demeureront néanmoins le moteur de l'économie et, dans un avenir prévisible, leur contribution au produit intérieur brut restera la plus importante.

24. À la fin du troisième trimestre 2009, 15 485 entreprises internationales étaient enregistrées aux Bermudes, soit 417 de moins qu'à la fin du troisième trimestre 2008, ce qui représente une baisse de 2,9 %. Au cours des neuf premiers mois de 2009, les entreprises internationales ont versé 1,7 milliard de dollars aux résidents et aux entreprises locales, soit le même montant qu'au cours des trois premiers trimestres de l'année précédente<sup>1</sup>.

25. Au total, 441 nouvelles sociétés fiscalement exonérées ont été constituées au cours des neuf premiers mois de 2009, contre 814 au cours des neuf premiers mois de l'année précédente, soit une baisse de 45,8 %. À la fin du deuxième trimestre de 2009, la valeur liquidative nette totale des organismes de placement collectif en valeurs mobilières était de 154,620 000 dollars, soit une baisse de 34,3 % en un an. En outre, le nombre de fonds communs de placement enregistrés sur la liste officielle a diminué de 345 au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre 2009<sup>1</sup>.

26. En novembre 2007, la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume-Uni a entrepris une étude approfondie des 14 territoires britanniques d'outre-mer qui portait sur les normes de gouvernance, de transparence et de responsabilité, le rôle des gouverneurs et la réglementation du secteur financier. Une équipe chargée d'enquêter sur les juridictions commerciales des dépendances de la Couronne britannique et des territoires d'outre-mer s'est rendue aux Bermudes en mars 2009<sup>8</sup>.

27. Suite à la signature par les Bermudes du douzième accord d'échange d'informations fiscales (Tax Information Exchange Agreement, TIEA), le 8 juin 2009, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a mis à jour son rapport d'avancement de manière à faire figurer les Bermudes parmi d'autres juridictions ayant procédé à la mise en œuvre effective de normes fiscales internationalement reconnues. Début septembre, les Bermudes ont également été élues à la vice-présidence du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, chargé de suivre l'application des accords d'échange de renseignements fiscaux.

## C. Tourisme

28. Selon la Puissance administrante, 457 233 touristes sont entrés aux Bermudes au cours des trois premiers trimestres de 2009, soit une légère baisse de 1,5 %. Le

---

<sup>8</sup> Voir « Foot: Bermuda aware of top financial issues », Alex Wright, *Royal Gazette*, 20 mars 2009.

nombre de touristes arrivés par avion a souffert du ralentissement économique mondial et chuté de 12 % au cours des neuf premiers mois de 2009 pour atteindre 187 018. Des signes de reprise ont été observés au troisième trimestre, avant que les Bermudes ne soient à la fin août victimes de la menace de l'ouragan Bill, qui a provoqué l'annulation de vols et de nombreuses réservations de voyage. La tempête a entraîné une baisse de 13 % des arrivées par avion au mois d'août. Le nombre de touristes de croisière a toutefois augmenté de 8 % au cours des neuf premiers mois de 2009, grâce à l'achèvement en mai 2009 du nouveau Quai du patrimoine (« Heritage Wharf ») au Dockyard, qui a permis d'augmenter l'accostage de grands bateaux de croisière<sup>1</sup>.

29. Le 23 avril 2009, le Premier ministre et le Secrétaire d'état à la sécurité intérieure des États-Unis ont signé un accord prévoyant le prédédouanement des passagers et des membres d'équipage des vols privés en partance des Bermudes et à destination des États-Unis<sup>9</sup>. Le prédédouanement des vols non commerciaux est censé renforcer l'attractivité du secteur touristique et des services financiers bermudiens. Un grand nombre de touristes arrivent en effet par des vols privés, conformément à la stratégie de la « période platine » visant à promouvoir le tourisme haut de gamme .

30. En juillet 2009, une grande chaîne hôtelière a annoncé son intention d'ouvrir son premier établissement aux Bermudes. Ce nouvel hôtel, dont l'ouverture est prévue en 2013, sera le premier grand établissement de luxe à ouvrir dans le centre-ville d'Hamilton depuis plus de 50 ans. En août 2009, le Premier ministre a annoncé qu'une nouvelle stratégie de promotion numérique avait entraîné une importante hausse de fréquentation du site Web consacré au tourisme aux Bermudes. Le nombre de consultations a augmenté de 82 % au deuxième trimestre 2009 par rapport à la même période l'année précédente, pour atteindre 301 000 environ<sup>10</sup>.

## D. Bâtiment

31. Le secteur du bâtiment demeure solide aux Bermudes. Le gouvernement en assure la relance grâce à des projets tels que le tribunal et commissariat de police de Hamilton, projet d'un coût de 78 millions de dollars dont l'achèvement est prévu début 2011. Au cours de l'année 2009, Pender Road a été élargie et une voie supplémentaire a été ajoutée sur le pont de Cockburn. Ces deux importants projets visaient à permettre au grand nombre de touristes attendus dans la péninsule occidentale – suite à la mise en service du Quai du patrimoine au Dockyard – de circuler en toute sécurité. S'y ajoute l'achèvement récent de la station de traitement des eaux de la baie de Tynes, une usine de dessalement par osmose inversée. On s'attend à une accélération de l'activité dans le secteur du bâtiment avec le démarrage prochain de plusieurs chantiers hôteliers importants. Le nombre d'emplois dans l'ensemble du secteur a augmenté de 2,9 % pour atteindre 3 649, soit 103 emplois de plus qu'en 2008<sup>1</sup>.

---

<sup>9</sup> Voir [www.dhs.gov/ynews/releases/pr\\_1240515431927.shtm](http://www.dhs.gov/ynews/releases/pr_1240515431927.shtm).

<sup>10</sup> Voir « Bermuda's tourism digital marketing strategy takes hold; numbers up sharply », *South Florida Caribbean News*, 17 août 2009, [www.sflcn.com](http://www.sflcn.com).

## **E. Transports et communications**

32. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées. Les Bermudes ont également l'une des circulations routières les plus denses du monde. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et de louer des véhicules a conduit les Bermudes à se doter d'un réseau de transports en commun excellent et très fréquenté.

33. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne. Les Départements de l'aviation civile et de l'administration maritime tiennent leurs registres à jour et ont une réputation de rigueur comparable à celles de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis. L'informatisation du Registre des aéronefs se poursuivra au cours de l'exercice 2010/11, afin de faire face à sa croissance continue<sup>1</sup>.

34. L'aéroport international L. F. Wade a fait l'objet d'importants travaux d'amélioration depuis 2000. La remise en état des pistes, voies de circulation et aires de trafic, à laquelle ont été consacrés 18 millions de dollars, s'est achevée en 2009<sup>1</sup>. De nombreux vols commerciaux réguliers relient les Bermudes à Boston, New York, Miami, Atlanta, Newark, Philadelphie, Toronto, Londres et Washington. En été, d'autres compagnies viennent en renfort pour transporter des passagers en provenance d'autres pays. Au fil des ans, le trafic aérien s'est également nettement intensifié compte tenu de la demande des sociétés internationales.

35. Les Bermudes disposent d'une infrastructure informatique et télématique nationale et internationale ultramoderne et accessible à toute la population. Il existe quatre fournisseurs de services de télécommunications internationaux sur le territoire, dont trois disposent de liaisons transatlantiques, ainsi que des liaisons par satellite pour les services spéciaux et les communications urgentes. Les services informatiques et télématiques intérieurs sont assurés par neuf fournisseurs. En 2009, les trois fournisseurs de services de télécommunication mobile des Bermudes ont achevé le passage à la troisième génération de normes internationales en matière de télécommunication mobile, mieux connue sous l'appellation « 3G ». Ce nouvel ensemble de normes offre une plus grande vitesse de transmission des données, indispensable pour faire face à la prolifération des programmes et des services multimédia utilisés par les outils de télécommunication mobile<sup>1</sup>.

## **V. Situation sociale**

### **A. Généralités**

36. Un certain nombre d'inégalités socioéconomiques persistent aux Bermudes. D'après la Puissance administrante, le gouvernement du territoire continue de chercher à promouvoir l'égalité raciale en publiant des statistiques sur la composition démographique de la main-d'œuvre et de l'enseignement et en adoptant de nouveaux textes de loi.

37. Dans son discours du trône, le Gouverneur a indiqué que le Gouvernement entendait mettre en place un « service national » qui exigerait de tous les jeunes

Bermudiennes et Bermudiens qu'ils parrainent leurs cadets et qui accorderait une place prioritaire à l'expérience professionnelle, susceptible de donner aux jeunes les compétences nécessaires à leur entrée dans la vie active.

38. En novembre 2008, le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale a lancé un programme d'allocations de garde d'enfants pour permettre aux familles à faible revenu de faire garder leurs enfants de moins de 4 ans. À ce jour, plus de 700 familles et 750 enfants ont bénéficié de ce programme, qui se poursuivra pendant l'exercice 2010/11. Une enveloppe financière de 4,8 millions de dollars a été demandée à cette fin<sup>1</sup>.

## **B. Emploi**

39. Le Département du travail et de la formation a élargi son programme d'emploi d'été en doublant les dépenses consacrées aux salaires perçus par les étudiants travaillant l'été et en augmentant le nombre d'étudiants embauchés de 47 % d'une année sur l'autre. Le Département a également poursuivi la mise en place d'un centre des carrières multiservices (« One Stop Career Centre ») afin de mettre un lieu unique à la disposition de ceux qui souhaitent explorer les diverses possibilités de carrière, recevoir des services de placement, suivre des stages de formation et se faire orienter vers d'autres stages de perfectionnement. Le Département envisage d'inaugurer ce centre en avril 2010, si les ressources budgétaires le permettent. Le programme « Hustle Truck Employment », en partenariat avec l'Office du logement bermudien (Bermuda Housing Corporation) et le Département du travail et de la formation, permettra d'organiser une plus grande variété de stages de formation et d'améliorer ainsi les compétences professionnelles des travailleurs et d'accroître leurs chances de trouver un emploi à temps plein. Le Bureau national de la formation a lancé avec succès des programmes nationaux d'apprentissage et de certification, qui visent à améliorer les compétences de la main-d'œuvre. Le Département du travail et de la formation poursuit également la mise en place de « l'initiative de valorisation de la main-d'œuvre » et a recruté un consultant chargé de diriger ce programme essentiel et de veiller à son application<sup>1</sup>.

40. L'enquête annuelle de 2008 sur la main-d'œuvre, effectuée et publiée par la Commission pour l'unité et l'égalité raciale, a confirmé le fait que l'image des travailleurs noirs était largement faussée et que cette inégalité était insuffisamment combattue. Les travailleurs noirs, qui représentent plus de la moitié (54 %) de la main-d'œuvre, demeurent sous-représentés aux postes de haut niveau ou de niveau intermédiaire et dans la tranche de revenus correspondante, et surreprésentés aux postes d'employés. Selon la même enquête, les chefs d'entreprise attribuent le faible pourcentage de cadres noirs au manque de qualification des employés noirs.

## **C. Enseignement**

41. Aux Bermudes, la scolarité est obligatoire de 5 à 16 ans et l'enseignement public est gratuit. Environ 57 % des élèves d'âge scolaire obligatoire fréquentent des écoles publiques. Le réseau d'établissements publics comprend 2 établissements secondaires de deuxième cycle, 5 établissements secondaires de premier cycle, 18 écoles primaires, 10 écoles maternelles, 1 école d'enseignement spécial et 1 programme d'enseignement alternatif. Il existe deux écoles privées pour les

premières années de l'enseignement primaire, de même qu'un certain nombre d'autres établissements privés pour tous les âges. Ces établissements privés ne reçoivent aucun financement de l'État, mais celui-ci a toutefois la faculté de dresser la liste des examens auxquels ils peuvent préparer, en vue de leur faire appliquer des normes scolaires appropriées<sup>11</sup>.

42. Les diplômés de l'enseignement secondaire sont préparés à poursuivre leurs études au Bermuda College ou dans des établissements étrangers, principalement aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Le taux d'alphabétisation est élevé : 98 % des hommes et 99 % des femmes âgés de plus de 15 ans savent lire et écrire. Depuis 2007, le montant des frais de scolarité dans les universités anglaises est le même pour les citoyens des territoires d'outre-mer que pour les étudiants britanniques<sup>12</sup>.

43. Comme indiqué précédemment, le recensement de 2000 a révélé d'importantes disparités entre les conditions d'études des élèves blancs, qui sont inscrits pour les trois quarts dans des écoles privées, et des élèves noirs, qui fréquentent pour la plupart les établissements publics. La qualité de l'enseignement dans les établissements publics des Bermudes est fréquemment mentionnée dans les médias; on estime que, ces dernières années, la moitié seulement des élèves des écoles publiques ont obtenu leur diplôme d'études secondaires. En 2009, cependant, 80 % des élèves qui avaient commencé l'enseignement secondaire quatre ans auparavant ont obtenu leur diplôme.

44. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, le Bermuda College est le principal établissement d'enseignement supérieur des Bermudes. Il est subventionné par le Gouvernement bermudien et dirigé par un conseil d'administration. Depuis septembre 2008, les élèves issus des lycées du pays n'acquittent plus de droits s'ils optent pour une discipline approuvée.

45. Dans son discours du trône, le Gouverneur a indiqué que le Ministère de l'éducation, dans le cadre de ses efforts de réforme, envisageait de renforcer l'évaluation des élèves en difficulté, d'améliorer l'orientation professionnelle, de proposer des cours spécialisés aux garçons des écoles publiques en identifiant leurs besoins spécifiques et de revoir la méthode de certification des enseignants, afin de garantir la qualité de l'enseignement. Il a également indiqué que des cours de portugais seraient proposés dès le début de l'année scolaire 2010/11.

## D. Santé

46. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante en 2007, les projections confirment deux grands phénomènes démographiques qui domineront aux Bermudes au cours des années à venir : le vieillissement de la population et la faiblesse du taux de fécondité. L'espérance de vie à la naissance est de 80 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes. Toutefois, comme indiqué précédemment, l'espérance de vie des Noirs est inférieure de près de quatre ans à celle des Blancs<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> Voir [www.bermuda-online.org/educate.htm](http://www.bermuda-online.org/educate.htm).

<sup>12</sup> Voir communiqué de la huitième réunion du Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer, tenue les 21 et 22 novembre 2006, [www.fco.gov.uk](http://www.fco.gov.uk).

<sup>13</sup> Voir « Bermuda health systems and services profile », rapport établi par Marcello Ramella à l'intention du Ministère de la santé et de la famille, avril 2005.

Les maladies chroniques restent à l'origine d'un nombre disproportionné de problèmes de santé aux Bermudes. Les efforts que déploie le Gouvernement pour promouvoir des habitudes de vie saine et proposer des programmes visant à lutter efficacement contre les modes de vie qui provoquent le diabète, l'hypertension et l'obésité continuent d'être au cœur de l'action du Ministère de la santé<sup>14</sup>.

47. Dans son discours du trône de 2008, le Gouverneur a indiqué que la santé mentale des Bermudiens était trop souvent négligée. En 2009, le Mid Atlantic Wellness Institute et l'hôpital psychiatrique des Bermudes ont signé un accord de principe avec le Département de l'administration pénitentiaire confiant à cet hôpital la responsabilité de toutes les questions de santé mentale dans les lieux de détention aux Bermudes. En août, le Conseil des hôpitaux bermudiens (Bermuda Hospitals Board) a présenté un projet de plan de santé mentale au Ministère de la santé. Ce plan fixe le cadre dans lequel doit être établi un modèle social de soins. L'achèvement des consultations concernant les amendements à la loi sur la santé mentale de 1968 permettra également de fournir un cadre juridique pour les personnes déferées devant la justice et souffrant éventuellement d'une maladie mentale<sup>1</sup>.

48. Le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale a créé un système destiné à proposer un traitement thérapeutique aux jeunes vivant dans des familles dysfonctionnelles et recrute actuellement le personnel qui sera chargé de sa mise en œuvre. Parallèlement, un programme intitulé « Modèle de prise de décisions cohérentes » est établi pour harmoniser l'évaluation du risque que courent les familles prises en charge par le Département de l'enfance et de la famille. Un programme psycho-éducatif censé aider les jeunes à affronter leurs problèmes de comportement a déjà fait ses preuves<sup>1</sup>.

49. Tous les travailleurs bermudiens, qu'ils soient employés ou à leur compte, cotisent à une assurance pour soins hospitaliers. En avril 2009, le Gouvernement a lancé « FutureCare », un contrat d'assurance global et accessible destiné aux personnes âgées<sup>1</sup>. Cela étant, la couverture sociale est presque universelle et certains habitants cotisent auprès de plusieurs prestataires.

## **E. Droits de l'homme et questions connexes**

50. Comme indiqué précédemment, la Commission pour l'unité et l'égalité raciale avait pour objectif d'éliminer toute discrimination raciale – y compris institutionnelle – sur le territoire. Dans son discours du trône, le gouverneur a précisé que le programme correspondant ferait l'objet d'une évaluation approfondie, compte tenu de l'apparente absence de progrès. Il a rappelé qu'il convenait d'adopter une solution moderne et d'établir un cadre de mesures appropriées pour résoudre les inégalités anciennes qui, selon lui, étaient devenues plus qu'une simple tendance aux Bermudes.

51. Les principaux instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme qui s'appliquent aux Bermudes sont les suivants : la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte

<sup>14</sup> Voir le « discours du trône de 2008 », 7 novembre 2008, [www.gov.bm](http://www.gov.bm).

international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

52. Lors de la réunion du Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer tenue à Londres les 28 et 29 octobre 2008, le Gouvernement bermudien est convenu de veiller à faire appliquer d'ici à octobre 2009 la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et d'examiner les mesures à prendre pour s'acquitter de ses obligations internationales concernant l'orientation sexuelle. Le gouvernement étudie actuellement les conséquences de l'adoption de ces deux instruments, et examine notamment les éventuelles modifications législatives à apporter<sup>1</sup>.

## F. Criminalité

53. Le Service de police des Bermudes est fort de 467 agents et de 70 réservistes. Selon la Puissance administrante, les Bermudes ont connu une escalade de la violence due à des bandes organisées qui a provoqué une hausse de plus de 50 % du nombre d'incidents impliquant des armes à feu en 2009. La police bermudienne a lancé l'opération « Safer Streets » (« Rues plus sûres ») pour résoudre les problèmes liés aux armes à feu, aux bandes organisées, aux drogues et à la violence. Cette initiative ciblée reposant sur l'obtention d'informations a entraîné le renforcement de la présence policière dans les quartiers sensibles et mis l'accent sur les délinquants récidivistes connus. Les bons résultats évidents des opérations de police ont permis au Service de police des Bermudes de battre des records d'efficacité. Le nombre d'arrestations a augmenté de 60 %, l'activité de lutte contre le trafic de stupéfiants a augmenté de 40 % et le nombre d'agressions graves a diminué de 28 %. Le Service de police a modifié le mode d'affectation de ses ressources financières afin que les crédits consacrés à l'opération « Safer Streets » deviennent structurels. L'adoption de la méthode consistant à faire porter les efforts sur les délinquants récidivistes prend en compte la complexité des causes de la criminalité et la nécessité de remédier au problème dans son ensemble en nouant des partenariats entre les différentes entités concernées, de sorte que les ressources soient utilisées pour appréhender les individus qui présentent le plus grand danger pour la communauté, et ce, en trois étapes distinctes : prévention et dissuasion, arrestation et accusation, réinsertion et réinstallation. Le Ministère du travail, des affaires intérieures et du logement envisage d'ores et déjà des solutions à long terme et le Service de police sera associé à leur mise en œuvre selon qu'il conviendra<sup>1</sup>.

54. Une initiative de lutte contre les bandes organisées, lancée en 2006, continue d'être affinée et appliquée. Elle permettra de mieux faire comprendre l'étendue du problème aux Bermudes. Le Département des services judiciaires a organisé une formation de surveillance des bandes organisées afin de lutter contre ce phénomène en renforçant la collaboration et la prévention. Les 200 participants étaient issus de différents ministères et départements, d'associations locales et d'organismes prestataires de services<sup>1</sup>.

55. Le Ministère de la justice s'est efforcé de contribuer à la lutte contre la recrudescence des crimes violents en créant un service d'appui aux témoins destiné à fournir des informations et une aide aux témoins tout au long du procès.

56. Le programme « Mirrors », financé par le Ministère de la culture et de la réinsertion sociale, qui réoriente les jeunes à risque vers des modes de vie plus productifs et a été couronné de succès entre dans sa quatrième année. À ce jour, cinq cours intensifs en internat ont été suivis par 154 jeunes participants. Au cours de l'exercice fiscal 2010/11, deux autres cours en internat seront organisés et la participation sera ouverte aux élèves de deux écoles secondaires de l'archipel<sup>1</sup>.

## **G. Environnement**

57. La gestion des questions relatives à l'environnement incombe à la protection de l'environnement. Sa mission est d'assurer la protection et la surveillance de l'environnement en veillant à l'application d'une réglementation adéquate et de promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles de l'archipel.

58. Aux Bermudes, l'énergie électrique est fournie par une seule compagnie privée, qui a exclusivement recours aux combustibles fossiles pour produire l'électricité. Selon la Puissance administrante, en février 2009, le Ministère de l'énergie, des télécommunications et du commerce électronique a publié un document consultatif sur la politique énergétique. Ce « Livre vert » et les débats participatifs qui ont précédé et suivi sa publication étaient destinés à faciliter le dialogue et à permettre à l'opinion publique de faire entendre sa voix s'agissant de l'élaboration d'une politique énergétique nationale. L'un des premiers objectifs d'une telle politique serait de mettre un terme à la dépendance totale des Bermudes à l'égard des sources d'énergie fossiles importées. Le Département de l'énergie élabore actuellement des propositions d'action, qui doivent être rendues publiques en 2010. Outre des propositions concernant l'adoption de sources d'énergie alternatives, le Livre blanc de l'énergie comprendra des mesures relatives à la préservation de l'environnement et des directives concernant l'efficacité énergétique. Ces propositions seront également présentées en vue d'élaborer une réglementation destinée à gérer le nouveau dispositif énergétique qui associera des équipements de production d'énergie renouvelable et de nouveaux prestataires de services.

## **VI. Questions militaires**

59. Selon la Puissance administrante, les Bermudes disposent d'un régiment de défense constitué de 600 militaires, la plupart à temps partiel. Ce nombre inclut un noyau de 140 militaires recrutés pour un service de longue durée et 30 militaires à temps plein<sup>1</sup>. La population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant un peu plus de trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel de quinze jours. Le service militaire est rémunéré<sup>1</sup>.

60. Dans son rapport, la Commission des affaires étrangères du Royaume-Uni a recommandé au Gouvernement britannique d'encourager le Gouvernement bermudien à abandonner la conscription en faveur de la professionnalisation du régiment des Bermudes, en recrutant des volontaires rémunérés. La Commission a également conclu que cela pourrait rendre attrayant le service dans le régiment,

auquel les effectifs nécessaires permettraient d'étendre ses activités maritimes. Selon des renseignements fournis par la Puissance administrante, il sera nécessaire de déterminer clairement les missions, les rôles et les tâches spécifiques qui incombent au régiment avant d'en faire une « force étendue à temps plein »<sup>1</sup>.

## **VII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux**

61. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Le document E/2006/47 contient des renseignements sur les activités du système des Nations Unies concernant les Bermudes, notamment sur l'applicabilité des conventions et des recommandations internationales relatives à la main-d'œuvre. Le territoire est également membre de la Caribbean Conservation Corporation, de la Confédération internationale des syndicats libres, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et du Comité international olympique.

62. Les Bermudes font partie des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni. À la demande des Bermudes, le territoire n'est pas assujéti à l'application de la décision d'association des territoires d'outre-mer mettant en application la partie IV du Traité de la Communauté européenne. Les arrangements conclus avec l'Union européenne en vue de l'association n'ont jamais été appliqués aux Bermudes, conformément au souhait de ces dernières. Le territoire est toutefois autorisé à prendre part aux réunions de partenariat englobant les pays et territoires d'outre-mer britanniques.

## **VIII. Statut futur du territoire**

### **A. Position du gouvernement du territoire**

63. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section II ci-dessus.

### **B. Position de la Puissance administrante**

64. Selon les informations fournies par le Royaume-Uni contenues dans le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions relatives à la décolonisation adoptées depuis la proclamation des première et deuxième Décennies internationales de l'élimination du colonialisme (A/64/70), la politique britannique envers les territoires d'outre-mer est fondée sur le principe selon lequel ce sont les citoyens de chaque territoire qui déterminent s'ils souhaitent maintenir ou non leurs liens avec le Royaume-Uni. Celui-ci n'a aucune intention d'imposer l'indépendance contre la volonté des peuples concernés. D'autre part, certains commentateurs ont proposé que le Royaume-Uni autorise les territoires à choisir l'une des trois solutions de rechange en matière de statut en cas de radiation de la liste des territoires non autonomes établie par l'ONU. Ces trois options, qui sont définies dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, sont les suivantes : l'intégration, l'indépendance et la libre association. Le Royaume-Uni n'accepterait pas le principe de l'intégration, et rien n'indique que l'un quelconque des territoires

y soit favorable. La position du Royaume-Uni sur la question de l'indépendance a déjà été exposée. Le concept de libre association, tel que le définit l'Assemblée générale, signifierait que le territoire établirait sa propre constitution sans intervention du Royaume-Uni. Ce dernier resterait toutefois entièrement responsable du territoire sans être en mesure d'user des pouvoirs nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités. C'est là une situation dans laquelle le Royaume-Uni n'est pas disposé à se placer.

65. En outre, le Royaume-Uni a souligné que la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale n'était pas juridiquement contraignante et qu'il n'avait pas voté en faveur de ce texte. Le Gouvernement britannique estime que le Comité spécial et la liste des territoires non autonomes n'ont plus de raisons d'être et continue de penser qu'aucun de ses territoires d'outre-mer ne devrait demeurer inscrit sur la liste.

66. Comme en témoigne le compte rendu de séance paru sous la cote A/C.4/64/SR.2, dans une déclaration faite le 5 octobre 2009 devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), lors de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, le représentant du Royaume-Uni a notamment déclaré que là où le peuple de l'un des territoires d'outre-mer administrés par son gouvernement choisirait l'indépendance clairement et constitutionnellement, ce dernier l'aiderait à y accéder. Si au contraire le territoire souhaitait maintenir ses liens avec le Royaume-Uni, il sauvegarderait le développement futur du territoire et sa sécurité continue et tiendrait des consultations politiques annuelles régulières avec eux. En attendant, les constitutions des territoires gouvernent leurs relations avec le Royaume-Uni, et son gouvernement les met à jour régulièrement en examinant attentivement toutes les propositions de changement constitutionnel émanant des territoires. Plusieurs nouvelles constitutions sont ainsi entrées en vigueur depuis 2006.

67. Le Royaume-Uni a également indiqué que le maintien de normes élevées d'intégrité et de gouvernance était la pierre angulaire de l'administration britannique des territoires. Le Gouvernement britannique tient à permettre à chaque territoire de gérer ses propres affaires dans toute la mesure possible, mais si l'évolution de la situation dans un territoire soulève des inquiétudes ou si un territoire ne respecte pas ses obligations internationales, le Royaume-Uni n'hésitera pas à aborder la question avec le Gouvernement du territoire et à intervenir en tant que de besoin.

68. En outre, le Gouvernement britannique continue à encourager tous ses territoires d'outre-mer à répondre aux normes internationales reconnues du G-20 pour veiller à la qualité de la réglementation financière, à la capacité d'adaptation des finances publiques et à une bonne gestion de la dette.

### **C. Mesures prises par l'Assemblée générale**

69. Le 10 décembre 2009, l'Assemblée générale a adopté, sans les avoir mises aux voix, les résolutions 64/104 A et B, en se fondant sur le rapport du Comité spécial transmis à l'Assemblée générale (A/64/23) et après examen par la Commission des questions spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) (A/64/413). La section III de la résolution 64/104 B concerne les Bermudes. Aux termes des paragraphes de cette section, l'Assemblée générale :

1. *Souligne* l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine de près les faits entourant l'indépendance, et regrette que les plans d'organisation des réunions publiques et de la présentation d'un livre vert à l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités d'éducation du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite à cet égard les organismes compétents des Nations Unies à fournir une assistance à ce territoire s'il en fait la demande.

---